

**Département
Capital Humain et
Développement Social**

BILAN

2024



Notre agence

Agence publique, Expertise France est l'acteur interministériel de la coopération technique internationale, filiale du groupe Agence française de développement (groupe AFD). Deuxième agence par sa taille en Europe, elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation... Elle intervient sur des domaines clés du développement et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Centrées sur le **transfert de savoir-faire** et le **dialogue entre pairs**, nos interventions visent à **renforcer les capacités** des pays partenaires et à définir et mettre en œuvre des politiques publiques de qualité. Nous contribuons à faire émerger des **solutions innovantes** et adaptées au contexte local en rassemblant les meilleurs savoir-faire.

Les modalités d'appui proposées par Expertise France sont variées : conseil méthodologique et technique, renforcement de capacités, mise en réseau, fourniture de biens, services et travaux... Complémentaires, elles permettent aussi bien de répondre à des besoins de court terme que de concevoir des accompagnements sur le temps long. **Pour un monde en commun.**

Le département CHDS

Les secteurs couverts par le département Capital Humain et Développement Social sont au cœur de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD). Le département connaît depuis 2022 une dynamique de très forte croissance de son activité avec un quasi doublement sur la période du montant total du portefeuille de projets mis en œuvre. Il atteignait ainsi 338 M€ en 2024 dont 85 M€ de nouveaux projets signés dans l'année.

Cette tendance est notamment portée par l'inscription du département dans la programmation régionale et multi-pays de la Commission européenne en partenariat avec les autres agences de l'"équipe Europe" (consortium d'agences européennes, Team Europe Initiatives). Ainsi le département est-il chef de file de la facilité mondiale Socieux+ pour l'emploi et la protection sociale, et des programmes africains de formation des enseignants et d'échanges Europe-Afrique pour les réformes éducatives ; il est aussi membre de consortium d'agences pour les Team Europe Initiatives (TEI) pour la formation professionnelle en Afrique et des sociétés inclusives en Amérique latine et Caraïbes.

Les géographies d'intervention, désormais mondiales, se diversifient (Turquie, Mexique, Madagascar, Salvador, Tunisie...), de même que les thématiques, qui intègrent de plus en plus les dimensions de transition juste, de numérique, ou encore de "care", passages obligés pour la lutte contre les inégalités et vers l'inclusion.

Note : Les chiffres présentés dans ce bilan correspondent aux projets pour lesquels le département CHDS était en lead en 2024. Cela inclut les projets qui ont été transférés au département géographique (GEO) en 2025, et exclut les jumelages du département Coopération Bilatérale et Mobilisation de l'Expertise (CBME).



SOMMAIRE

1

LE DÉPARTEMENT CHDS

Présentation

Nos projets

CHDS en chiffres : *Structures appuyées, personnels soutenus, bénéficiaires finaux*

2

PÔLE EDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Soudan : *Education Quality Improvement Program 2*

Afrique : *Egalité des genres à travers la pratique du sport*

Congo : *Appui à la modernisation de l'enseignement supérieur*

3

PÔLE FORMATION PROFESSIONNELLE, INSERTION ET EMPLOI

Congo : *Appui au réseau des centres d'éducatons, de formations et d'apprentissage*

Brésil : *Renforcement des politiques publiques de l'emploi*

Angola : *Revitalisation de l'enseignement technique et de la formation professionnelle*

4

PÔLE PROTECTION SOCIALE ET TRAVAIL DÉCENT

Albanie : *Egalité de genre dans l'accès aux opportunités économiques*

Jordanie : *Programme de soutien à la protection sociale*

Amérique Latine : *Facilité sur le vieillissement en Amérique latine et dans les Caraïbes*

5

SOCIEUX + : *Facilité de mobilisation d'expertise*

6

La parole aux équipes

Département Capital Humain et Développement Social (CHDS)

Investir dans l'humain est essentiel pour lutter de manière pérenne contre la pauvreté et les inégalités, et plus largement pour contribuer à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Les domaines d'intervention du département CHDS d'Expertise France concernent précisément ces investissements, couvrant l'ensemble des thématiques liées au cycle de la vie d'un individu, de la petite enfance au grand âge. Le département accompagne ses partenaires que ce soit à un niveau central, déconcentré ou décentralisé afin de promouvoir le développement de systèmes et institutions et le renforcement des capacités des acteurs de l'éducation, de la formation, de la protection sociale et du travail décent. Pour la mise en œuvre des projets, la mobilisation d'expertise publique est privilégiée, afin de répondre à l'ensemble des attentes et des situations.



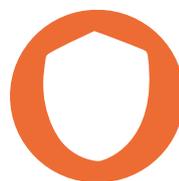
Projet EQUIP II

Les thématiques d'intervention

Education de base et éducation par le sport



Lutte contre l'exclusion sociale



Couverture du risque maladie

Enseignement supérieur et recherche scientifique



Formation professionnelle



Insertion socioprofessionnelle par l'emploi et l'entrepreneuriat

Nos projets en 2024

13 Projets signés



- 3** projets sur les sujets **Education et enseignement supérieur**
RTIA (Multi-pays Afrique), Agustine (El Salvador), PAES Enseignement Supérieur (Congo)
- 3** projets sur les sujets **Formation professionnelle, Insertion et Emploi**
MOSALA (Congo), TEI OP-VET (Multi-pays Afrique), TVET Agri (Rwanda)
- 6** projets sur les sujets **Protection sociale et Emploi décent**
Lumin'iles (Multi-pays Océan Indien), AT SNPS (Sénégal), USP 2030 Digital Convergence Initiative (Sénégal), TEI Sociétés Inclusives (Multi-pays Amérique latine), Mexique Emploi Décent (Mexique), Faisabilité du projet d'appui à la généralisation de l'AMO 2 (Maroc)



Signature de la phase IV de **SOCIEUX+** (Facilité Multi-pays)

12 Projets clôturés

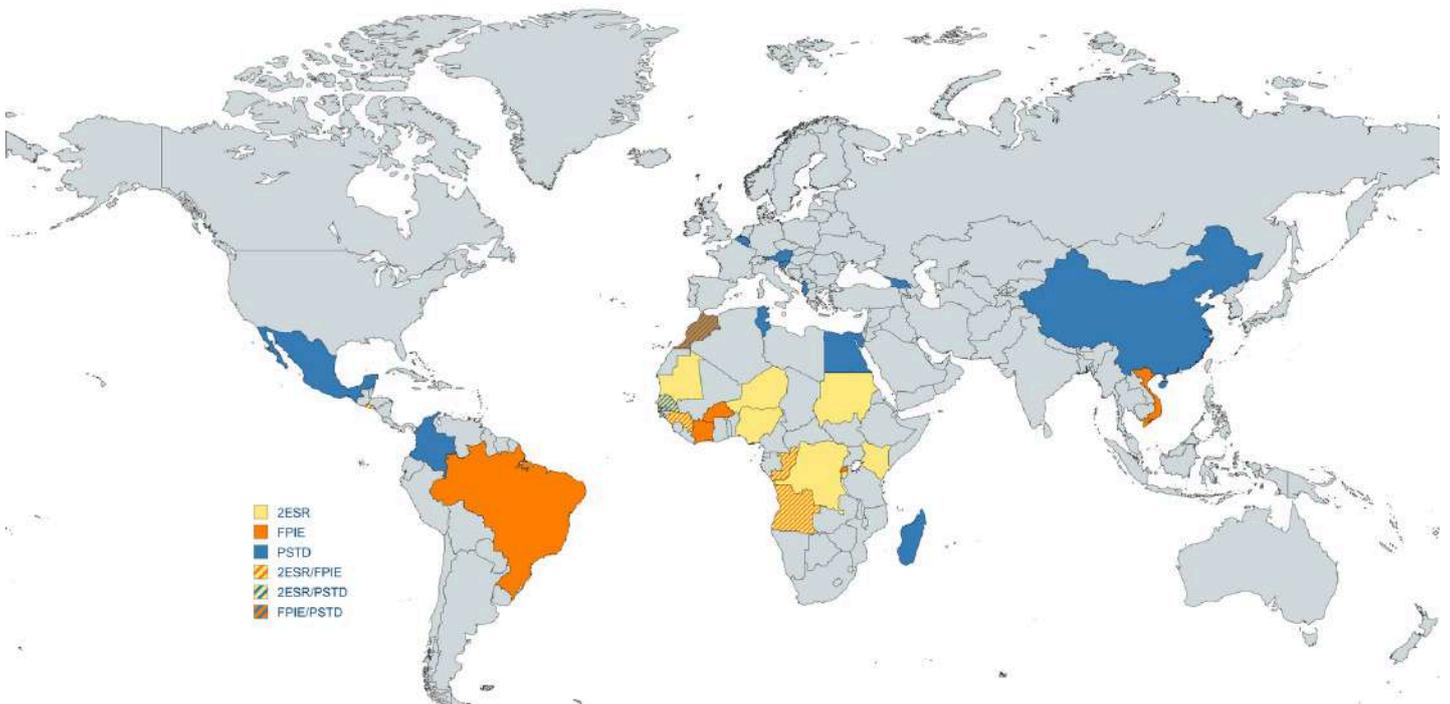


- 2** projets sur les sujets **Education et enseignement supérieur**
Dispositif d'Assistance Technique du ProDEG (Guinée)¹, PAPES (Niger)
- 3** projets sur les sujets **Formation professionnelle, Insertion et Emploi**
RETFOP (Angola), Cap Compétences (Multi-pays), Appui au développement de l'ASCAD (Guinée)
- 6** projets sur les sujets **Protection sociale et Emploi décent**
EU Resources Health Hub (Multi-pays Europe), TELEMA (Congo), FEXTE Gizhou (Chine), Eurosocial Bridge (Multi-pays Amérique latine), Gender equality in access to economic opportunities (Albanie), Mise en œuvre de l'assurance maladie (Tunisie)



Fin de la phase III de **SOCIEUX+**

Nos pays d'intervention



... et des projets multi-pays ou régionaux : Facilité RTIA (Multi-pays Afrique), TEI OP VET (Multi-pays Afrique), Facilité Cap Compétences 2.0 (Multi-pays Monde), Facilité VITAL (Multi-pays Amérique latine), TEI Sociétés Inclusives (Multi-pays Amérique Latine et Caraïbes), Facilité Socieux + (Multi-pays Monde)

CHDS en chiffres

En 2024, le département Capital Humain et Développement Social (CHDS) a renforcé ses actions en matière de fourniture de services sociaux de base et d'insertion professionnelle, mais aussi sur des thématiques transversales telles que le genre et le numérique.

+50

projets
actifs



338

millions d'euros
de volume de
contrats



+40

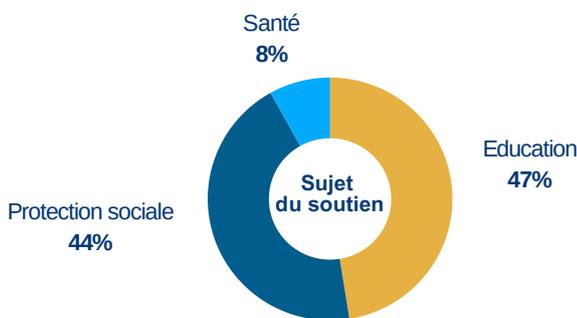
pays
d'intervention



Structures appuyées

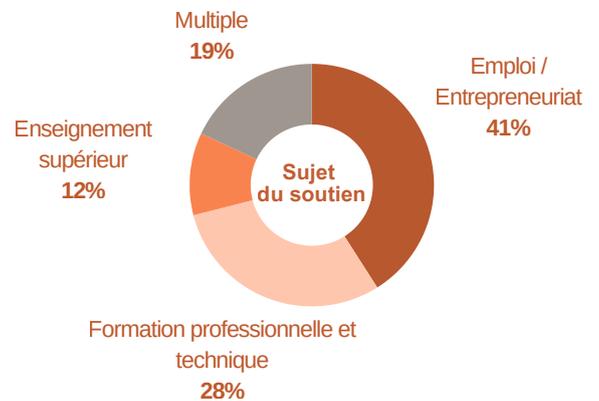
624

*Structures soutenues dans la
fourniture de **services**
sociaux de base*



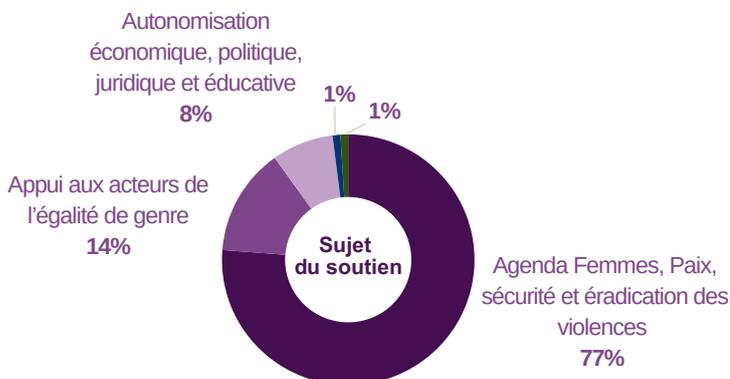
268

*Structures soutenues pour la
formation et l'insertion
professionnelle*



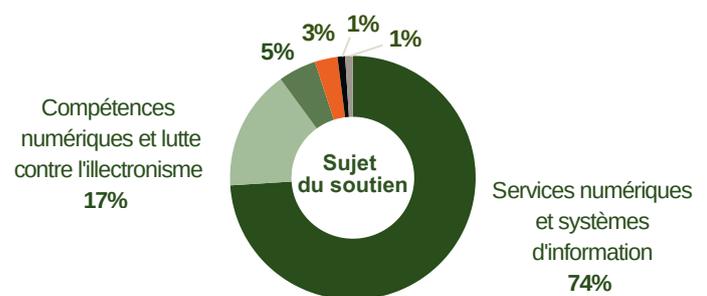
188

*Structures soutenues pour la
réduction des inégalités de genre*



185

*Structures soutenues dans
l'utilisation du numérique et
la transition numérique*



Note : Les appuis sans étiquette visible correspondent à "Genre et numérique" (1%) et "Accès à la protection sociale et à la santé" (1%).

Note : Les appuis sans étiquette visible correspondent à "Gouvernance numérique et administration électronique" (5%); "Entrepreneuriat et innovation numérique" (3%), "Connectivité numérique" (1%) et "Multiple" (1%).



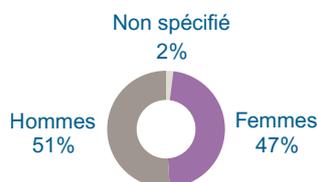
Personnels appuyés

En 2024, le département a poursuivi son engagement auprès des personnels de structures bénéficiaires, à travers des renforcements de compétences/connaissances sur la fourniture de services sociaux de base (protection sociale, éducation et santé), sur la formation et l'insertion professionnelle (formation professionnelle et technique, enseignement supérieur, soutien à l'emploi et l'entrepreneuriat) et sur les enjeux de genre et d'égalité femmes-hommes.

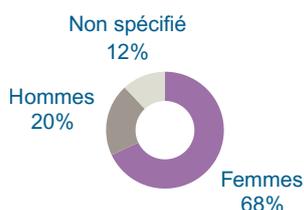
3 397 Personnels appuyés sur la fourniture de services sociaux de base



2 329 Personnels appuyés sur la formation et l'insertion professionnelle



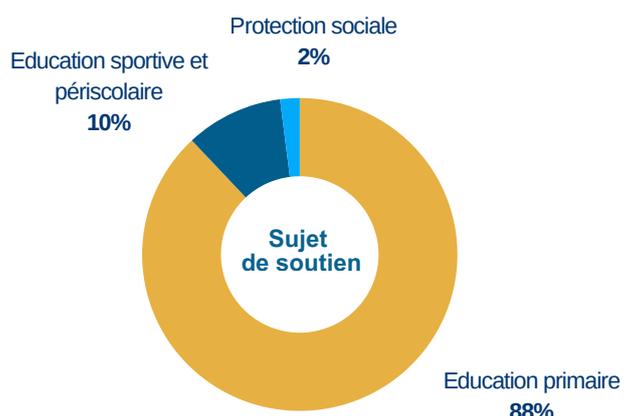
1 281 Personnels appuyés sur les enjeux de genre et/ou égalités femmes-hommes



Bénéficiaires finaux

En 2024, plus de 320 000 personnes ont bénéficié indirectement des services sociaux de base soutenus par les projets du département (ex : étudiants inscrits dans les établissements appuyés), et plus de 14 000 personnes ont bénéficié des services de formation et d'insertion professionnelle.

320 153 *Personnes bénéficiant des services sociaux de base soutenus*



Focus projets



PAIRE (Mauritanie)

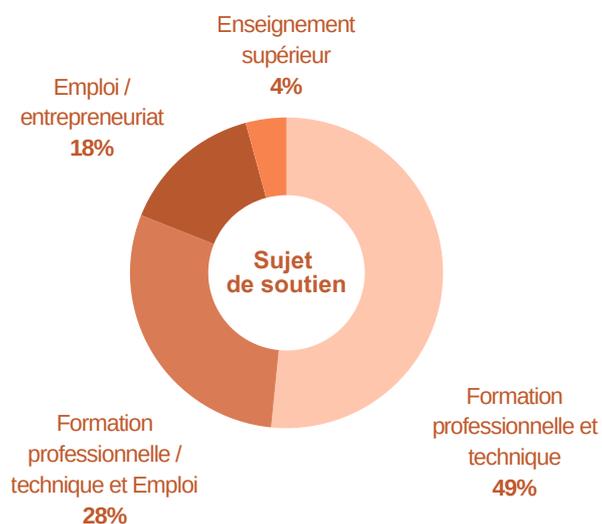
En 2024, **281 035** élèves de primaire ont reçu les nouveaux manuels scolaires développés avec l'appui du projet.



Basketball Experience (Multi-pays)

Au Nigéria, **32 000** élèves ont participé à des "**clinics**" (sessions combinant apprentissage du basket et développement de compétences psychosociales) et **1 803** ont participé à des "**assemblies**" (sessions alliant échauffement physique et séance éducative sur des thèmes prioritaires de sensibilisation).

14 160 *Personnes dont la formation ou l'insertion professionnelle a été soutenue*



Focus projets



TELEMA (Congo-Brazzaville)

En 2024, **870 hommes** et **721 femmes** ont réalisé des bilans de compétences et/ou des projets d'insertion économique et sociale.



ARCEFA (République du Congo)

415 bénéficiaires finaux ont été appuyés dans le cadre de ce projet. Il s'agit des **400 apprenants** inscrits dans les **filères appuyées** par le projet, et de **15 personnes** ayant bénéficié d'une **VAE** (Validation des Acquis de l'Expérience).

Regional Teacher Initiative for Africa (RTIA)

L'initiative régionale pour les enseignants en Afrique (RTIA) est un programme de l'Union européenne déployé par l'UNESCO, la Commission de l'Union africaine et plusieurs Etats Membres Européens regroupés autour d'une Facilité, afin de remédier à la grave pénurie d'enseignants qualifiés en Afrique subsaharienne. En soutenant la gouvernance des systèmes et le développement professionnel des enseignants, l'initiative contribue à garantir que les écoles disposent d'un nombre suffisant d'enseignants qualifiés, pour offrir une éducation de qualité à tous.

Avec un besoin de 15 millions de nouveaux enseignants qualifiés d'ici 2030, l'initiative s'attaque à des défis persistants tels que le recrutement, l'amélioration des dispositifs de formation, les conditions de travail et du développement professionnel. Lancée dans le cadre du Global Gateway et alignée sur la stratégie continentale d'éducation pour l'Afrique de l'Union africaine, RTIA favorise la collaboration entre les pays africains et européens, contribuant ainsi à l'objectif de développement durable n° 4 des Nations unies : une éducation de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie, pour tous.

Principaux résultats attendus:

- **L'assistance technique** aux pays pour soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, la formation et le développement professionnel des enseignants.
- **L'expérimentation et la transposition** à plus grande échelle de programmes réussis en matière de formation initiale et continue des enseignants, autour des enjeux de l'innovation, de l'environnement, du genre mais aussi des contextes de crise.

Durée:

2024 - 2027

Financé par:



Partenaires:

- UNESCO
- Commission de l'Union Africaine (AUC)
- France (Expertise France; coordinateur de la facilité)
- Finlande (Finnish National Agency for Education, EDUFI)
- Belgique (Enabel, VVOB, APEFE)

Pays d'intervention :

Projet régional - Afrique subsaharienne

- **Le développement de partenariats de recherche** (régionaux et UA-UE) sur les politiques relatives aux enseignants, leur satisfaction et leur bien-être, ainsi que sur les éléments permettant d'améliorer la gouvernance et le développement professionnel des enseignants.
- **Le renforcement des capacités**, de la coordination et des cadres régionaux.
- **Le partage des connaissances, le plaidoyer, la coordination et le renforcement des capacités** au niveau régional pour la politique et le développement professionnel des enseignants.

Le projet en quelques chiffres (2024)



11

requêtes déposées par des pays d'Afrique subsaharienne pour l'élaboration de plans d'action pays



2

appels à propositions pour améliorer la formation et le développement professionnel des enseignants, en mettant l'accent sur l'innovation et en relevant les défis dans les contextes de crise.



Education Quality Improvement Program 2

Dans le cadre du fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique, l'UE a fait appel à Expertise France pour mettre en œuvre la composante 2 du programme EQUIP 2, consacrée à la formation initiale et continue des enseignants.

En raison du conflit d'avril 2023, le projet a été interrompu pendant près d'un an et, désormais prolongé jusqu'en décembre 2025, a fait l'objet de certaines modifications pour s'adapter à la situation d'urgence que traverse le pays, en particulier les mouvements de populations sur les territoires et dans les pays limitrophes liés à l'insécurité, ainsi que l'absence d'autorité étatique et d'administrations publiques. Désormais partie prenante des Humanitarian Response Plan et Sudan Regional Refugee Response Plan, EF travaille en étroite coordination avec ECHO dans quatre des cinq pays d'intervention pour assurer la complémentarité des services éducatifs.

Objectifs du projet :

- **850 professeurs** formés à l'enseignement en situation d'urgence au Soudan, Egypte, Ethiopie, Tchad.
- **Renforcement institutionnel du centre national de formation des professeurs**, via la formation de 30 cadres et le développement de documents de politique éducative.

Durée :

2021 - 2025

Financé par :



Partenaires :

- British Council
- Ginger SOFRECO
- Réseau FIGURE
- Réseau CANOPE

Pays d'intervention :

Soudan, Egypte, Ethiopie, Tchad, Djibouti

ONG mobilisées :

- Norwegian Refugee Council
- Catholic Relief Service
- Plan International Ethiopia
- Jesuit Refugee Services

- **Renforcement du système universitaire via la mise en place de partenariats universitaires**, d'un observatoire de pratiques pédagogiques, de mobilités et/ou formations pour 30 professeurs.
- **2400 personnels éducatifs et professeurs d'université formés** aux compétences disciplinaires et transversales.
- **Promotion de la diversité de genre** dans les métiers liés à l'enseignement.

Le projet en quelques chiffres

(juin 2021 - avril 2025)



1072
personnels éducatifs formés à l'enseignement en situation d'urgence

567
personnels éducatifs et professeurs d'université formés aux compétences disciplinaires et transversales



Projet Basketball Expérience

Egalité des genres à travers la pratique du sport

Le programme **Basketball Experience** d'éducation par le sport en Afrique s'inscrit dans le cadre du partenariat « Sport et Développement » signé en juin 2018 entre l'AFD et la NBA, principale ligue de basket-ball mondiale.

Il entend créer une dynamique en faveur de la pratique sportive au sein des établissements scolaires et des villes des 4 pays d'intervention mais surtout à susciter l'intérêt des pouvoirs publics, des communautés et des familles au développement personnel des jeunes, notamment des jeunes filles, par des sessions axées sur les compétences de vie comme la confiance en soi, l'égalité entre les filles et les garçons, entre autres.

En associant une cinquantaine de coaches et plusieurs centaines d'enseignants, le programme a atteint des milliers d'élèves au Maroc et au Nigéria; les prochains pays d'intervention étant le Sénégal et le Kenya.

Composantes du projet :

- Développement d'installations sportives communautaires (Rénovation de playgrounds, planification de l'animation des terrains de basket)
- Élaboration de contenus pédagogiques et animation de séances d'éducation par le sport
- Gestion, communication et évaluation du programme

Durée :

2020 - 2026

Financé par :



Partenaires :

NBA

Pays d'intervention :

Maroc - Nigeria - Senegal - Kenya

Constats du projet:

L'évaluation à mi-parcours a permis de mettre en lumière plusieurs constats sur la mise en œuvre du projet, comme :

- Les territoires ciblés pour le programme présentaient des problématiques sociales et éducatives avérées, mais également des garanties en matière de facilité de déploiement et de potentiel de rayonnement.
- Développer les « life-skills » et l'éveil aux notions liées au « vivre ensemble » par le jeu sportif est une proposition pédagogique innovante au Maroc et au Nigéria et adaptée aux besoins des élèves.

Le projet en quelques chiffres

(2020 - 2024)



82 431
Bénéficiaires
finaux



75
coachs
formés



575
enseignants
formés



120
écoles
impliquées

Pour en savoir plus sur le projet, cliquez ici !





Appui à la modernisation de l'enseignement supérieur du Congo

Le projet AMES vise à contribuer, à travers des appuis structurants, à la modernisation du système d'enseignement supérieur congolais sur plusieurs thématiques clés : gouvernance des institutions, formation des enseignants, redynamisation de la coopération scientifique pour la recherche et l'éducation et la valorisation des ressources naturelles.

AMES intervient de manière ciblée dans différentes institutions du secteur de l'éducation supérieure au Congo pour améliorer les résultats de la recherche, l'employabilité des jeunes diplômés et la qualité des formations.

Expertise France, en assistance technique à maîtrise d'ouvrage, participe au renforcement des capacités du ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique (MERSIT) et de l'université Marien N'Gouabi, principale université publique du pays.

De même, le projet permet la construction d'un Centre Multiservices de Valorisation des Bioressources (CMVB) au sein de l'université Marien N'Gouabi. Ce centre est destiné à accueillir les formations professionnelles dans le domaine du génie chimique et à proposer des services aux entreprises (formation, mise à disposition des installations). Les formations dispensées incluent un volet de sensibilisation à la protection de l'environnement et à la valorisation des ressources naturelles.

Durée :

2020 - 2025

Financé par :



Partenaires :

- Institut d'Agronomie de Montpellier (IA)
- INSPE de Nice

Pays d'intervention :

République du Congo

Composantes du projet :

- Contribuer à la modernisation du système d'enseignement supérieur à travers des appuis structurants sur la gouvernance et la qualité du système
- Intervenir de manière ciblée sur l'amélioration de la qualité des formations, des résultats de la recherche et de l'employabilité des diplômés, sur une thématique prioritaire, ciblée et fédératrice : la valorisation des bioressources
- Soutien au développement des partenariats et communication

Le projet en quelques chiffres

(2020 - 2024)



4

laboratoires renouvés et équipés en matériel de l'Ecole Normale Supérieure (ENS)



14

projets financés dans le cadre des appels à projets



5

doctorants formés à l'INSPE de Nice pour leurs recherches en sciences de l'éducation



1

centre multiservices de valorisation des bioressources en construction

Formation

professionnelle,

Insertion et Emploi



+20

pays
d'intervention



19

projets en
cours



6

projets en
développement

Appui au réseau des centres d'éducation, de formation et d'apprentissage au Congo

Avec l'appui de l'AFD et l'assistance technique mise en œuvre par Expertise France, le projet ARCEFA appuie le réseau des Centres d'Education, de Formation et d'Apprentissage (CEFA) dans trois grandes villes congolaises. Les CEFA préparent des futurs professionnels sur les grands secteurs d'activité tels que le gros-œuvre, la menuiserie et charpenterie, les finitions du bâtiment, la construction métallique, les installations électriques, entre autres. De plus, ils forment sur quelques métiers de service comme la coiffure/esthétique cosmétique, les métiers industriels, la mécanique et métiers de l'agriculture. Le projet soutient le développement socio-économique du pays, en offrant à la jeunesse l'opportunité de se former et en accompagnant les entreprises dans leur recherche de main d'œuvre.

Les objectifs du projet :

- Contribuer au développement socioéconomique du Congo par la formation de ressources humaines munies de compétences demandées par le marché du travail au sein d'un dispositif CEFA consolidé et soutenu par un partenariat public-privé.
- Développer les capacités techniques des CEFA et les aptitudes pédagogiques et managériales des équipes d'encadrement.
- Sécuriser le cadre financier et le pilotage des CEFA.

Durée :

2020 - 2025

Financé par :



Partenaires :

Groupement d'Intérêt Public Formation Continue et Insertion Professionnelle du Limousin

Pays d'intervention :

République du Congo

Les composantes du projet:

- Amélioration des capacités et des conditions d'enseignement des CEFA.
- Assistance à maîtrise d'ouvrage et assistance technique pour le renforcement du réseau des CEFA et la sécurisation du cadre institutionnel et financier, en partenariat avec les milieux professionnels congolais.
- Réhabilitation et équipement d'un CEFA dédié aux métiers ruraux à Boko.

Le projet en quelques chiffres (2020 - 2024)



957

apprenants inscrits
dans les filières
appuyées par le
projet



33

conventions de
partenariat « Entreprise-
CEFA » signées



38 formateurs des
CEFA et 13
inspecteurs
délégués aux
CEFA formés ou
accompagnés



15

candidats certifiés à
la VAE (Validation
des Acquis de
l'Expérience)



Renforcement des politiques publiques de l'emploi au Brésil

Le projet vise à accroître l'efficacité des politiques publiques brésiliennes en matière d'emploi par la définition et mise en œuvre de nouvelles stratégies de partenariat et par l'amélioration de l'offre de services du SINE (*Sistema Nacional de Emprego*), vers les demandeurs d'emploi, en assurant l'équité et l'inclusion des différents segments de la population.

La coordination générale du SINE et les Etats pilotes sélectionnés (Roraima et Curitiba) sont engagés dans un processus d'expérimentation de nouvelles pratiques en vue de la modernisation du SINE.

En 2023, le projet a démarré ses activités avec une mission de diagnostics territoriaux dans les deux états pilotes. De même, le pilotage et la définition des modalités de suivi du projet ont été mis en place, ce qui a également permis le démarrage des missions de diagnostics territoriaux.

Les objectifs du projet :

- Contribuer au renforcement des capacités de la coordination générale du SINE dans son rôle central de capitalisation et de diffusion des bonnes pratiques et innovations à l'ensemble des agences du SINE.
- Renforcer les stratégies de partenariat du SINE pour la promotion de l'information et de la transparence sur le marché du travail.
- Améliorer les modalités d'assistance et les services fournis aux demandeurs d'emploi pour augmenter le nombre d'offres d'emploi et les possibilités d'orientation professionnelle.

Durée :

2023 - 2025

Financé par :



Partenaires :

France Travail

Pays d'intervention :

Brésil

Les résultats attendus du projet:

- Engager la coordination générale du SINE et les Etats pilotes dans un processus d'expérimentation de nouvelles pratiques en vue de la modernisation du SINE
- Augmenter le nombre d'offres d'emploi et les possibilités d'orientation professionnelle pour les demandeurs d'emploi, via de nouveaux partenariats
- Améliorer l'offre de services et permettre une gestion plus efficace et personnalisée des besoins des demandeurs d'emploi

Une convention de partenariat a été établie entre Expertise France et France Travail (FT) pour la mobilisation de toute l'expertise court-terme du projet, visant l'échange de bonnes pratiques entre les services publics de l'emploi français et brésilien.

Le projet en quelques chiffres (2023 - 2024)



1
appui
technique
de France
Travail tout
au long du
projet



5
événements
organisés pour la
dissémination
des bonnes
pratiques tirées
du projet



39
professionnels
du SINE formés
et accompagnés
par FT



Revitalisation de l'enseignement technique et de la formation professionnelle en Angola

Le projet mis en œuvre avec l'Institut Camões, a pour but d'améliorer la qualité et la pertinence de l'offre de formation (enseignement technique et formation professionnelle) pour faciliter et appuyer la transition des jeunes filles et des jeunes hommes diplômé(e)s vers le marché du travail. Il a contribué à renforcer les capacités de gestion des institutions publiques au niveau central et local. L'assistance technique d'Expertise France auprès du Ministère du Travail, plus particulièrement de l'INEFOP (*Institut national pour l'emploi et la formation professionnelle*), s'est inscrite dans le cadre des activités suivantes : promotion du dialogue public-privé, formation initiale et continue de formateurs des centres de formation (domaines techniques prioritaires), appui technique aux centres pour l'emploi et aux jeunes diplômés, définition de dispositifs d'intégration sur le marché du travail (apprentissage et formation en alternance), et appui à l'entrepreneuriat.

Objectifs du projet:

- Renforcer les capacités de gestion stratégique des institutions publiques concernées aux niveaux central et local et renforcer la coordination entre elles et le secteur privé
- Améliorer la qualité et la pertinence des programmes et des qualifications de l'enseignement technique et la formation professionnelle (ETFP)
- Faciliter et soutenir la transition des diplômés de l'ETFP vers le marché du travail.

Durée :

2017 - 2024

Financé par :



Partenaires :

- Partenaire opérationnel : INEFOP (Institut national pour l'emploi et la formation professionnelle)
- Partenaire de mise en œuvre : Institut Camões
- France Travail
- France Education International (FEI)
- Centre International de Formation de l'OIT

Pays d'intervention:

Angola

Prix et reconnaissances

Le programme PAME, dispositif innovant issu d'un partenariat entre entités publiques et privées pour soutenir le développement et la création de micro-entreprises angolaises, qui s'inscrit dans le cadre du projet RETFOP, a été récompensé par 2 prix :

- **Meilleur programme d'appui à l'entrepreneuriat 2023, PALOP Innovation Awards**
- **Meilleur programme d'action sociale de l'année, 2023, UNIGEST**

Le projet en quelques chiffres (2017 - 2024)



31

formateurs de formateurs des CFP de l'INEFOP formés (formation initiale)



230

bénéficiaires d'un dispositif d'appui à l'entrepreneuriat



1

Institut National de Qualification créé, et approbation du Système National de Qualification



7

centres pour l'emploi ayant testé une nouvelle offre de services

Egalité de genre dans l'accès aux opportunités économiques en Albanie

Le projet a travaillé avec diverses institutions publiques, qui en ont été les principaux bénéficiaires, telles que le ministère des finances, de l'économie, de la culture et de l'innovation, de la santé et de la protection sociale, l'Agence nationale pour l'emploi et les compétences en Albanie (NAES) entre autres.

Parmi les principales actions de l'assistance technique, des campagnes d'information sur l'accès aux droits des femmes ont été menées, avec l'utilisation d'outils de campagne d'information et l'organisation d'ateliers sur leurs droits économiques.

Dès le départ, WEE Albanie a cherché à jeter les bases d'une amélioration des conditions d'accès des femmes aux opportunités leur permettant de générer des revenus. Dans cette optique, des études ont été réalisées pour évaluer le potentiel de l'économie du "Care", qui pourrait fournir des revenus supplémentaires. Le projet a utilisé des analyses statistiques poussées afin de démontrer les résultats et les changements obtenus au fil du temps.

Les composantes du projet :

- Améliorer l'accès des femmes aux biens et à l'information sur leurs droits.
- Egaliser les conditions pour améliorer les opportunités des femmes sur le marché du travail.
- Permettre aux femmes de générer des revenus et de concilier vie professionnelle et vie privée tout en ciblant l'importance de l'économie de soins, la garde d'enfants et les programmes extra-scolaires.

Durée:

2018 - 2025

Financé par:



Partenaires :

Ministère des finances et
de l'économie d'Albanie

Pays d'intervention :

Albanie

Les objectifs du projet WEE Albanie :

- Apporter un soutien supplémentaire pour contribuer à la réalisation d'un programme renforcé en matière d'égalité entre les hommes et les femmes.
- Soutenir les autorités albanaises dans l'amélioration de la qualité des politiques publiques et des réformes en intégrant une perspective de genre.
- Faciliter la coordination des parties prenantes du projet sous la direction du ministère des finances et de l'économie.

Le projet en quelques chiffres (2018 - 2024)



1

campagne nationale
d'information et sensibilisation
sur l'égalité de genre et l'accès
des femmes à leurs droits



1

gender toolkit (boîte à outils)
prenant en compte les
risques émergents liés aux
questions de genre



1

évaluation sur l'économie du
care en Albanie, et les
opportunités d'investissement
dans les structures d'accueil
de la petite enfance



3

visites d'étude en France
sur la petite enfance,
l'égalité professionnelle et
l'accès des femmes à leurs
droits

Pour en savoir plus sur
le projet, cliquez ici !





@Mohammad Magayda

Programme de soutien à la protection sociale en Jordanie

Comme le dit le proverbe arabe, « Il faut deux mains pour applaudir ». La collaboration a été le fil conducteur du projet «*Stronger Together*», un effort concerté pour renforcer le rôle et les capacités des Organisations de la Société Civile (OSC) jordaniennes. Le projet visait à favoriser la coopération et à créer les conditions d'un partenariat durable entre les OSC et le Ministère du Développement Social (MoSD). Ce partenariat s'est concrétisé par un dialogue constructif autour de la place des associations et de la cohésion sociale, ainsi que par le lancement d'une charte de collaboration entre les OSC et le ministère.

La protection sociale ne peut prospérer sans nouvelles idées et sans l'enthousiasme des acteurs face à un monde en mutation. C'est pourquoi le projet a encouragé le réseautage, tant au niveau national qu'international, en soutenant deux concours novateurs destinés à mobiliser l'intérêt et la créativité des jeunes sur des questions d'innovation sociale et de communication axées sur la cohésion sociale.

Points forts de la phase 1 « *Stronger Together* »

- Programme de subventions et de renforcement des capacités des OSC : Soutien à l'indépendance économique des femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap, et d'autres groupes cibles à travers divers projets associatifs.
- Concours d'innovation sociale : Modernisation de la protection sociale via un programme d'innovation sociale.

Durée :

Phase 1 : 2018 - 2023
Phase 2 : 2023 - 2027

Financé par :



Partenaire :

Ministère du Développement Social de la Jordanie

Pays d'intervention :

Jordanie

Points forts de la phase 2

- Accent sur l'égalité femmes-hommes et les stéréotypes de genre
- Principaux axes d'intervention : Faciliter l'accès égalitaire aux services sociaux, promouvoir le travail collaboratif, soutenir la création des espaces «safe» pour les femmes et les hommes, améliorer la confiance et l'engagement de la société dans les centres locaux du MoSD

Le projet en quelques chiffres (2018 - 2023)



18 000
bénéficiaires
dont 13 500 femmes



2 720
bénéficiaires en
situation de handicap



78
subventions à
des projets
présentés et mis
en œuvre par
des OSC locales



250
OSC ont activement
contribué au
développement de la
protection sociale

Pour en savoir plus sur
le projet, cliquez ici !





Facilité sur le vieillissement en Amérique latine et dans les Caraïbes (ALC)

À une époque où le vieillissement démographique redéfinit les contours des sociétés, le projet VITAL - Facilité sur le Vieillissement en Amérique latine et dans les Caraïbes émerge comme une initiative cruciale, qui ouvre la voie vers un modèle plus juste et durable, dans six pays partenaires : la Bolivie, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, le Mexique, et la République dominicaine.

Via le prisme des défis du vieillissement, cet accompagnement technique s'impose comme un investissement stratégique pour un avenir plus résilient et inclusif. En travaillant à la fois à développer des systèmes de protection sociale adaptative, et à prendre en compte les conséquences du changement climatique face à un vieillissement démographique accéléré, il s'inscrit au cœur même d'une transformation essentielle, indissociable de la question de la répartition des rôles du *care* en fonction des genres.

Les objectifs du projet :

- Apporter une réponse adéquate aux conséquences multidimensionnelles du vieillissement de la population latino-américaine et caribéenne.
- Aider les pays à acquérir une connaissance détaillée des besoins des personnes âgées et être en mesure d'identifier les défis institutionnels, juridiques et opérationnels.
- Soutenir et renforcer les systèmes de *care* et la prise en charge des personnes âgées adaptée à leurs besoins, en tenant compte des particularités sociales des populations.

Durée :

2021 - 2024

Financé par :



Partenaire :

Banque interaméricaine de Développement (BID)

Pays d'intervention :

Bolivie, Colombie, Costa Rica, Cuba, Mexique, République dominicaine

Quelques domaines d'intervention thématiques :

- Le développement de services médico-sociaux de qualité adaptés aux personnes âgées et/ou dépendantes.
- L'adaptation des systèmes de santé aux besoins des personnes âgées, notamment pour traiter les maladies chroniques.
- La mise en place de mécanismes de soutien financier pour couvrir les besoins fondamentaux des personnes âgées, notamment des pensions minimales, des allocations de soins et des transferts non contributifs.

Le projet en quelques chiffres



5

études nationales et régionales sur la prise en charge des personnes âgées à long terme et son financement (2021 - 2024)



2

visites d'études en France avec la participation de 49 fonctionnaires de ALC (en 2023 et 2024)



406

fonctionnaires latino-américains et caribéens impliqués en 2023 dans le cadre des diverses assistances techniques (dont 76% de femmes)

Pour en savoir plus sur
le projet, cliquez ici !





SOCIEUX+

Facilité d'expertise européenne pour la protection sociale, le travail et l'emploi

SOCIEUX+ est un dispositif de coopération technique conçu pour améliorer l'accès à de meilleures opportunités d'emploi et à des systèmes de protection sociale inclusifs, avec une attention particulière pour les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables.

Basé sur le renforcement des capacités par la coopération technique et les échanges entre pairs, SOCIEUX+ répond aux demandes et aux besoins des pays partenaires de l'UE, avec plus de 160 pays et territoires éligibles.

En 2024, SOCIEUX+ a réalisé plus de 40 activités de coopération technique, répondant aux demandes de 25 institutions publiques dans plus de 16 pays à travers le monde. Pour mettre en œuvre ces activités, plus de 70 expert-es, principalement du secteur public européen, ont été mobilisé-es, offrant plus de 1 250 jours de coopération technique entre pairs.

Domaines d'expertise :

- Protection sociale
- Travail et emploi

Type d'activités :

- Coopération technique à court terme, sur place et/ou en ligne
- Actions comprenant jusqu'à 4 activités (30 jours de travail par activité), sur une période maximale de 11 mois

Durée :

2024 - 2027
(phase IV)

Financé par :

Union
Européenne,
France, Belgique
et Espagne

Périmètre :

Plus de 160 pays
et territoires
éligibles

Partenaires de

mise en œuvre :

- France Travail
- Service Public Fédéral belge de la Sécurité Sociale / Coopération Internationale belge en matière de Protection Sociale (BELINCOSOC)
- Agence belge de développement (Enabel)
- Fondation pour l'internationalisation de l'administration publique (FIAP)

Partenaires :

- Organismes publics et organismes mandatés par l'État au niveau national, régional et local
- Partenaires sociaux : syndicats, associations d'employeurs et de travailleurs

Type d'expertise mobilisée :

- Fonctionnaires des États membres de l'UE, agents publics à tous les niveaux et partenaires sociaux
- Expert-es du monde académique et des organisations de la société civile dans des domaines spécifiques

SOCIEUX+ en quelques chiffres (2013 - 2024)



+600
activités



150
partenaires



76
pays
d'intervention



+19 300
jours
d'expertise

Pour en savoir plus sur
le projet, cliquez ici !



La parole aux équipes



Mohamed-Ali BACCAR

Expert Entreprenariat auprès du programme PAME et entrepreneur

« Il y a un vrai changement sur la vie des bénéficiaires. Une jeune étudiante en école d'infirmière a par exemple lancé son atelier de création de vêtements. D'un stand dans la rue, elle a pu ouvrir une boutique sur le bord de la grande route et même faire une inauguration ! C'était touchant de voir cette évolution.

Nous avons reçu récemment une bonne nouvelle : le PAME va se poursuivre et nous allons passer de six provinces à un dispositif beaucoup plus large au niveau national. C'est une vraie chance pour l'innovation dans le pays, et ce programme s'inscrira ainsi dans la durée. D'autant que nous sommes en train d'opérer un passage de témoin aux équipes locales afin d'avoir encore plus d'impact !



Daniel ARMINDO DIAS

Bénéficiaire Entreprise de reprographie
Programme PAME

We were thinking about opening another start-up but we were lacking funds to be able to move forward, because the training gave us a different view, a different way of facing situations, and gave us other tools to enhance and improve our work. Challenges and difficulties are inherent to any entrepreneur and with PAME it was no different, challenges arose, negative issues arose, but as always it is necessary to look ahead and make negative things opportunities to learn how to take the next step, this is how we dealt with negative issues. For me, PAME in two words is that "missing opportunity"



[Regardez l'interview complète du projet RETFOP en cliquant ici](#)



Alexander CHAVERRI-CARVAJAL

Expert VITAL dans le cadre de l'assistance technique auprès du Conseil National de la Personne Vieillesse (CONAPE)

Le projet VITAL est formidable. Il aborde frontalement un enjeu, actuel et à venir, aux multiples facettes, à la fois sociales et économiques, mais avant tout humaines. Mon expérience a été extraordinaire. Dès le début, lorsque j'ai rencontré l'équipe à Paris, j'ai constaté qu'elle se souciait réellement d'améliorer les conditions de vie des personnes vulnérables et de leurs proches. Cela a été ma principale motivation à rejoindre ce groupe de haut niveau.

Il a été possible de développer des diagnostics in situ afin de connaître et de comprendre la réalité des communautés et des institutions dominicaines, en vue de formuler des propositions de nouveaux services innovants pour personnes âgées. Avec VITAL, les bénéficiaires sont au cœur des politiques publiques. Telle est la méthode de travail adoptée. C'est pourquoi le dialogue avec les personnes âgées nous a permis d'intégrer leurs souhaits, leurs besoins et leurs intérêts dans chacune de ces propositions. »



Gilda Farrell

Experte - Projet Stronger Together

« Stronger Together » a œuvré pour tisser et renforcer des liens, même là où cela pouvait sembler impossible. Des liens entre ONG et le ministère du Développement Social (MoSD), entre ONG de tailles et d'expériences variées, entre représentants des municipalités, des gouvernorats, des services déconcentrés du Ministère et des ONG. Des structures privées dirigées par de jeunes créateurs, des universités et des centres de recherche ont également été impliqués. Les concepts d'innovation, de cohésion sociale et de renouveau par le design ont été mis en avant. Ce tourbillon de liens, d'échanges et d'enthousiasme a été soutenu financièrement et par un appui à la réflexion transversale. Le tout a contribué à renforcer la capacité des acteurs des territoires pilotes à revoir leur approche de l'accompagnement des personnes vulnérables — notamment celles en situation de handicap et les plus démunies — ainsi que l'utilisation des ressources et des espaces disponibles localement.



[Regardez une interview d'une bénéficiaire du projet VITAL en cliquant ici](#)



Contacts :

Sophie SALOMON, Directrice du département CHDS
sophie.salomon@expertisefrance.fr

Elodie MONTETAGAUD, Directrice adjointe
elodie.montetagaud@expertisefrance.fr

Camille TIOLLIER, Responsable du pôle **Education, Enseignement supérieur et Recherche scientifique**
camille.tiollier@expertisefrance.fr

Violaine GAGNET, Responsable du pôle **Formation professionnelle, Emploi, Insertion et Entrepreneuriat**
violaine.gagnet@expertisefrance.fr

Armelle ROLLAND, Responsable du pôle **Protection sociale et Travail décent**
armelle.rolland@expertisefrance.fr

www.expertisefrance.fr

Retrouvez-nous sur :



Edition :

Directrice de publication : Sophie SALOMON

Rédaction : Expertise France

Conception et coordination éditoriale: Irene CAMPILLO PINAZO, Manon COSTINOT, Vania MONTANO

Crédit iconographique :

Équipe du projet Supporting the implementation of Health Impact Assessment practice in Georgia; Équipe du projet Basketball Experience; Équipe du projet Equip 2; Équipe du projet AMES; Équipe du projet RETFOP; Équipe du projet FEXTE Brésil; Équipe du projet ARCEFA; Équipe du projet Stronger Together; Équipe du projet WEE Albanie; Équipe du projet VITAL et Équipe de SOCIEUX +.

Remerciements :

Remerciements aux équipes projets du département Capital Humain et Développement Social d'Expertise France au siège et sur le terrain ainsi qu'à l'ensemble de nos partenaires de financement, de mise en œuvre, et bénéficiaires.